

Services secrets, polices secrètes Aussi dans l'armée allemande...

Abwehr, Police secrète militaire, Gendarmerie militaire... Ces organismes créés par le régime nazi ont laissé des traces sanglantes en temps de paix ou en temps de guerre. Ils sont restés en grande partie dans l'ombre, malgré des activités parfois de très grande importance. Explications de Jean-Luc Bellanger.

La dictature nazie est caractérisée entre autres par la surveillance policière de tous les instants de la vie de chaque citoyen. La police était constamment présente dans la vie quotidienne, et la dénonciation faisait partie des aléas fréquents auxquels chacun devait penser. Référence obligée : la Gestapo, la Police secrète d'Etat, dont le nom était devenu tellement symbolique, aussi à l'étranger et surtout dans les pays occupés, que toute action policière, en particulier contre la Résistance, lui était aussitôt attribuée⁽¹⁾. En réalité, si la Gestapo a en effet eu une activité en France, ce sont le plus souvent d'autres services de police qui étaient en cause, des services dépendants des militaires, et plus précisément du Haut-Commandement de la Wehrmacht (OKW). Il s'agit d'une part de l'Abwehr, service complexe, responsable, mais pas seulement, de l'espionnage et du contre-espionnage, et d'autre part de la « Police secrète militaire » (GFP), émanation directe de l'Abwehr. Leur activité et leur importance sont peu ou pas connues du public, et en grande partie peu ou pas étudiées par les historiens.

L'amiral Canaris, à la tête de l'Abwehr

Abwehr : un mot banal, qui recouvre l'idée de « protection », de « défense », une « protection armée ». Ce service a

été créé à l'automne 1919 par le ministre de l'Armée (*Reichswehrministerium*) du nouveau gouvernement (République de Weimar). Sa tâche est classique, celle de tous les services d'« information », c'est-à-dire d'espionnage, et de lutte contre les espions d'autres pays. Le service vivotera jusqu'au début de la remilitarisation par Hitler. Le 1^{er} janvier 1935, c'est un officier de marine, Wilhelm Canaris, bientôt amiral, qui est nommé à la tête de la « Section Abwehr ». En juin 1938, le service devient le « Groupe d'offices informations sur l'étranger et défense », avant de simplifier le titre en octobre 1939 : « Office étranger/défense » (*Amt Ausland/Abwehr*). « Etranger », cela signifie l'information sur le monde extérieur dans les domaines militaire et politique. Un « Groupe central », qui s'appellera plus tard « Section Z », organise et administre l'ensemble. Trois sections se consacrent respectivement : I) à l'espionnage à l'étranger, II) au sabotage et aux actions de commandos, et III) au contre-espionnage.

Organisme militaire, dépendant directement de l'OKW, l'Abwehr avait naturellement des tâches bien définies. Pourtant il est évident que les organismes du parti nazi qui avaient leurs propres services finiraient par s'opposer à lui plus ou moins directement. Les « Offices » III et VI du RSHA, les deux branches du SD (Service de sécurité de la SS) « intérieur » et « étranger », comme l'« Office IV », la Gestapo, furent constamment conduits à s'intéresser aux mêmes faits, aux mêmes pays, aux mêmes personnes. La différence entre les cultures, les origines, les formations et les tendances politiques des militaires et des nazis bon teint ne pouvaient manquer de produire parfois des interférences ou des oppositions entre les membres de ces organismes, voire le désir de faire disparaître le service rival.

L'Abwehr, service militaire, avait à sa tête l'amiral Wilhelm Canaris, d'origine bourgeoise, nationaliste, qui avait accepté le régime nazi sans réticences particulières. Pourtant il appartenait à un milieu dont certains principes se trouvèrent en désaccord avec la politique hitlérienne. Pour autant qu'on le sache, c'est la crise des Sudètes de l'été 1938, la revendication nazie d'annexer les régions des frontières de Tchécoslovaquie où vivaient plus de 3 millions de personnes, en grande partie d'origine allemande, qui lui firent prendre ses distances, ainsi que le pogrome antisémite de novembre de la même année (la « Nuit de Cristal »), dans l'ensemble du pays. Un de ses principaux collaborateurs, chef de l'administration de l'Abwehr, Hans Oster, évoluant politiquement comme Canaris, commença à cette époque à nouer des contacts avec un certain nombre de personnalités politiques ou militaires, secrètement opposées à Hitler. Comme on le sait, l'activité de ces groupes resta largement théorique. Canaris protesta à l'occasion contre des excès des SS en Pologne ou en URSS. Mais leur seule action spectaculaire fut l'attentat du 20 juillet 1944, qui visait Hitler, et fut un échec. Canaris, par contre, avait réussi au moins à faire sortir d'Allemagne en 1941-1942 un certain nombre de juifs, en leur attribuant des missions d'agents dans des pays étrangers.

L'évolution de la guerre contre l'Union Soviétique et les Alliés occidentaux, surtout à partir de la reddition des troupes du général Paulus à Stalingrad en février 1943, devenait de plus en plus catastrophique. Un certain nombre de « ratages » de l'Abwehr, conduisirent Hitler en février 1944 à décréter sa fusion avec le RSHA, l'énorme service regroupant l'ensemble des organismes nazis de police. Cet organisme militaire passait ainsi en grande partie directement aux mains du parti nazi. Les éléments ainsi intégrés figurèrent dès lors dans l'organigramme du RSHA comme « Office VI-Mil », sous la direction de Walter Schellenberg (auquel on attribue la destruction de l'« Orchestre Rouge »). L'attentat à la bombe contre Hitler le

20 juillet, organisé et exécuté par des officiers, entraîna des arrestations chez les militaires, mais pas uniquement (on estime ces arrestations à 600 ou 700 personnes, dont de nombreux membres des familles de conjurés, sur la seule base de leur parenté, la *Sippenhaft*). Au moins 180 furent exécutées, avec ou sans jugement parfois devant le « Tribunal du Peuple ». Canaris et Oster, condamnés à mort, furent exécutés par pendaison le 9 avril 1945 au KZ de Flossenbürg.

La police secrète militaire (GFP)

La police secrète militaire (*Geheime Feldpolizei*, GFP) est un autre organisme militaire de police, par définition de nature secrète, et dont l'existence et l'activité sont encore moins connues que celles de l'Abwehr. Pourtant il ne s'agit pas là d'une création nouvelle, comme la Gestapo inventée par Goering. Les armées germaniques avaient depuis fort longtemps ressenti le besoin d'informations complétant les données politiques et militaires accessibles au grand jour. C'est pourquoi, déjà sous ce nom, on trouve l'activité de cette police secrète au cours des guerres menées par la Prusse durant le XIX^e siècle, contre le Danemark en 1864, l'Autriche

en 1866, la France en 1870-71, et durant la Première Guerre mondiale. Il s'agissait d'une unité militaire au même titre que le reste des armées, combattante le cas échéant, mais chargée avant tout de tâches d'information. Durant la guerre de 1914-1918, elle dépendait d'un chef appartenant au Grand Quartier général, dans le service de la Section d'Information III b (Espionnage et Contre-espionnage). Ses membres étaient en principe des policiers professionnels, agissant le plus souvent en civil.

Contrevenant aux conditions du Traité de Versailles, Hitler rétablit le service militaire obligatoire en mars 1935. Ce n'est que peu à peu, et de façon plus ou moins clandestine que les divers services de la nouvelle armée allemande furent mis sur pied. En ce qui concerne la « Police secrète militaire », c'est progressivement



L'AMIRAL WILHELM CANARIS, CHEF DE L'ABWEHR, SERVICE MILITAIRE D'ESPIONNAGE ET DE CONTRE-ESPIONNAGE. IMPLIQUÉ DANS L'ATTENTAT CONTRE HITLER DU 20 JUILLET 1944, IL FUT CONDAMNÉ À MORT ET PENDU EN AVRIL 1945.

L'Abwehr dans la guerre

La guerre en septembre 1939 entraîna une extension des activités de l'Abwehr. En particulier le succès d'opérations ponctuelles menées par de petits groupes de commandos en préparation de la guerre contre la Pologne, à Koenigsberg, Breslau et Vienne, conduisit Canaris à mettre sur pied un détachement spécial plus important, spécialisé dans les activités de saboteurs et d'éclaireurs. Camouflé en « Compagnie d'instruction de construction 800 », ce groupement était rattaché à la Section II. L'utilité de ce groupe fut telle qu'il passa de l'effectif d'une compagnie à celui d'un bataillon, puis d'un régiment avant d'avoir en novembre 1942 l'effectif d'une division puis, en avril 1943 le nom officiel de « Division Brandebourg ». Ses membres étaient en grande partie des Allemands de l'étranger, et aussi des dissidents d'armées en guerre contre l'Allemagne, parlant des langues étrangères, capables éventuellement sous des uniformes étrangers, de se faire passer pour membres des troupes d'autres pays. La « Division Brandebourg » fut en partie démantelée lors de l'incorporation de l'Abwehr au sein du RSHA en février 1944 et, après l'attentat du 20 juillet 1944, transformée en « Division blindée Brandebourg », une unité combattante donc, mais ses membres furent encore parfois utilisés pour des missions spéciales dans les Pays baltes, en Slovaquie et en France.

qu'elle prit forme. Les plans précis concernant sa création et son rôle furent conçus par un cadre de la Gestapo de Dresde, en Saxe, Wilhelm Krichbaum, qui avait appartenu à la GFP durant la Première Guerre mondiale. Le chef de l'*Abwehr*, Canaris, l'avait chargé dès 1937 de ce travail de préparation, qui aboutit en août 1939 à la mise sur pied de la nouvelle GFP dans le cadre des mesures de mobilisation de l'ensemble de la Wehrmacht, Krichbaum étant alors nommé à la tête de cette nouvelle entité.

Le recrutement pour la GFP se faisait dans les différentes régions militaires du pays, mais le choix était clair : il s'agissait de fonctionnaires de la Gestapo, de membres de la Section politique de la Police criminelle ou de membres d'autres branches de la police. Les officiers, quant à eux, étaient tous choisis dans la Police de sécurité et engagés en accord avec le chef de la Sipo/SD, donc du service nazi de police politique. Le reste du personnel, sous-officiers, simples agents et l'ensemble du personnel « technique » (secrétaires, chauffeurs, infirmiers, interprètes, etc.) étaient fournis par la Wehrmacht et portaient l'uniforme, avec des insignes distinctifs. La structure des unités de la GFP était assez simple : des groupes (*Gruppen*) de 50 hommes, constitués de 32 policiers et 17 auxiliaires, sous le commandement d'un responsable de haut rang. Ces groupes étaient affectés à des niveaux divers au sein des différentes armes de la Wehrmacht. Durant la période de préparation à la guerre contre l'Union Soviétique, la composition des « Groupes GFP » devant être envoyés sur ce nouveau front fut modifiée : le nombre standard de membres de chaque groupe fut porté de 50 à une centaine (de 95 à 112), et ces groupes furent d'ailleurs au cours de la guerre à l'est souvent complétés par des autochtones (*Hiwis, Hilfswillige*), jusqu'à 25 prisonniers de guerre ou déserteurs volontaires par groupe.

La GFP dans la guerre d'Espagne

C'est pour la guerre civile espagnole que furent engagés pour la première fois les membres de la nouvelle Police secrète militaire d'Hitler. Sous le sigle *S/88/Ic*, une unité de 30 membres fut engagée, en coopération avec une unité comparable des troupes de Franco, le *Servicio Informacion Policia Militar*. Une des tâches principales du Groupe GFP ainsi adjoint à la *Legion Condor* des aviateurs nazis (ceux qui bombardèrent la ville basque de Guernica en 1937), consistait à reconnaître et éliminer les Allemands antifascistes luttant contre Franco, en général au sein des Brigades internationales. Les combattants ainsi faits prisonniers par les franquistes étaient remis à la GFP et, soit assassinés, soit transférés en Allemagne pour être jugés par les tribunaux spéciaux ou envoyés directement en KZ.

Seconde apparition de la future GFP : l'annexion de l'Autriche, l'*Anschluss*, en mars 1938. Une mobilisation partielle

de la Wehrmacht avait eu lieu, comportant la création d'un Groupe 570 de GFP, qui n'exista que durant quelques jours. Quelques mois plus tard, l'annexion du territoire des Sudètes, puis de la Bohême-Moravie (Tchéquie) en septembre 1939, donnèrent lieu à un exercice encore inédit de coopération entre la GFP militaire et les « Kommandos d'intervention » du Service de sécurité nazi (SD). Ici la GFP se contenta d'actions plus strictement militaires, les unités dépendant du SD déployant leur activité à l'encontre des opposants politiques tchèques ou des nombreux réfugiés politiques, en particulier allemands, qui s'étaient cru à l'abri dans ce pays.

C'est en août 1939, juste avant l'attaque contre la Pologne, que la GFP fut établie sur la base des plans de mobilisation, et qu'elle reçut en tant que « chef de la Police militaire de la Wehrmacht » Wilhelm Krichbaum, policier de haut rang, expérimenté, appelé déjà deux ans auparavant par Canaris à aider à la conception et la création de cette nouvelle arme. Ce sont finalement une vingtaine de Groupes GFP qui vont être actifs en Pologne. Première tâche, lutter contre tout espionnage ou sabotage éventuel, et rechercher tous ceux qui pourraient présenter un danger pour l'invasisseur nazi. La notion était large, puisque par exemple un des groupes envahit à Lodz les consulats français et britanniques... Sous prétexte d'actions d'intérêt militaire, des exactions de toutes sortes eurent lieu, y compris de multiples assassinats (prisonniers de guerre, juifs, partisans, etc.), la GFP laissant parfois le « sale travail » à sa concurrence : on a même découvert un texte étonnant : « *Le Chef de la Police de Sécurité (SIPO) prie de signaler à la Police secrète militaire qu'elle doit à l'avenir procéder elle-même à ses exécutions* » !

En France et en Belgique occupées...

A ce stade, il devient nécessaire d'étudier séparément le rôle et l'action de la GFP selon son affectation, dans les pays occupés de l'ouest européen, ou sur les fronts de l'est ou du sud-est. Pourtant les « Instructions de service » (H. Dv.g.150) des 14.9.38 et 24.7.39 de la GFP étaient uniformes pour tous les lieux d'affectation, et comportaient toutes les situations possibles de surveillance, contrôle, protection, censure, vérifications, utilisation de tous moyens et toutes personnes pouvant être utiles, en fait tous les moyens licites et (sous-entendu) illucites pouvaient être utilisés.

Prenons l'exemple de la France. La zone occupée était divisée en trois régions : A) Saint Germain, Provins, B) Bordeaux, Angers, C) Dijon. Les départements du nord étaient à part, rattachés à la Belgique, avec une direction à Bruxelles. Chaque région (dont le nombre variera avec le temps) disposait de 3 à 5 groupes de GFP, sous un commandement commun, installé à l'Hôtel Lutetia à Paris. Les tâches essentielles tournaient autour de la connaissance des activités au sein de la population, de la prévention ou des

poursuites en matière de sabotage, de propagande, avec le temps évidemment de plus en plus de la Résistance, la protection des troupes d'occupation étant une préoccupation constante. A l'automne 1942, le maréchal Keitel, chef de l'OKW, décida d'intégrer les membres de la GFP actifs en France au sein du SD, et c'est en commun que ces agents poursuivirent leurs actions, avec quelques réussites flagrantes. Un domaine annexe d'action de la GFP se révéla aussi en matière de confiscation d'œuvres d'art de toutes natures, domaine dans lequel l'ambassadeur nazi à Paris, Otto Abetz, agit en tant que conseiller qualifié.

Dans les autres pays de l'ouest européen, la GFP agit dans les mêmes domaines. En « Belgique-France du Nord », c'est également la Résistance sous toutes ses formes qu'il s'agissait de combattre, aux Pays-Bas, c'est un seul groupe de GFP, et brièvement deux, qui furent installés, mais le régime d'occupation y était particulier, sous la responsabilité, non d'un commandant militaire, mais d'une administration civile, commissaire du Reich puis Gauleiter. Une particularité, par contre : l'ex-empereur Guillaume, après son abdication en 1918, s'était installé à Doorn en Hollande, et un groupe de la GFP était détaché en permanence pour sa protection. Au Danemark, en Norvège et en Finlande, la GFP devait surtout veiller sur la sécurité de la Wehrmacht et le moral des troupes, comme d'ailleurs de plus en plus dans l'ensemble des régions occupées à partir de 1943. L'évolution de plus en plus négative des combats entraîna dès cette époque des cas, d'abord isolés, de désertions en France et en Russie, qui devinrent ensuite plus nombreuses. Ainsi la GFP du « Groupe Armée du centre » en URSS recherchait au printemps 1944 un total de 3142 déserteurs ! Le souvenir du soulèvement des marins de Kiel en 1918 resta constant dans les soucis des responsables nazis. Un autre souci de la GFP fut l'influence, non négligeable, du « Comité National Allemagne Libre » (NKFD), créé parmi les prisonniers de guerre en URSS, et connu même au sein des troupes.

Pour être complet, le tableau des unités de police appartenant à l'armée allemande devrait aussi comporter la Feldgendarmarie, les « gendarmes militaires », créés à la mi-XIX^e siècle, comparables à la « prévôté » militaire française. Bien connus durant l'occupation en France, ces gendarmes, appelés couramment « Chiens à la chaîne » (*Kettenhunde*) par les Allemands eux-mêmes, et « Bœufs gras » en France occupée, à cause de la large plaque métallique accrochée à leur cou par une chaîne, indiquant leur qualité de gendarmes. Mais ils n'avaient rien de secret. A l'ouest, ils avaient un comportement « classique », mais à l'est, on sait qu'ils étaient particulièrement durs avec les déserteurs (on les appelait « Chasseurs de tête », *Kopffjäger*), et qu'ils furent parfois engagés comme combattants, pas seulement en URSS, aussi craints que les autres.

Des comportements sauvages en URSS

La caractéristique de l'action de la GFP en URSS a été l'infinie brutalité de son action. Elle a été responsable d'assassinats en masse de civils, d'incendies de maisons et de villages entiers. Son ardeur dans ce domaine amena même le SD, obligé en juin 1942 d'admettre des « *erreurs graves* » dans le traitement infligé à des prisonniers, à confier à la GFP la responsabilité des exécutions dans certaines régions. Au cours de certaines des *Grossaktionen* de 1943 et 1944, comme « Lièvre des neiges » (2 283 morts) ou « Foudre en boule » (3 780 morts), la GFP s'est illustrée également dans l'horreur. Considérée comme une des unités les plus expérimentées en matière de lutte contre les « partisans », elle participa à tous les engagements, en particulier à l'arrière des zones de front, en Biélorussie, en Ukraine, en Crimée et ailleurs. Les victimes de la GFP entre juillet 1942 et mars 1943 se situent autour de 21 000 fusillés... En Grèce, en Yougoslavie, on retrouve la trace de massacres dus à la GFP, des razzias, des déportations en masse, des « mesures punitives ». Une unité de police aux missions « classiques » en Europe de l'ouest se révélait ainsi, dans le contexte d'une guerre sans limites morales à l'est et au sud-est de l'Europe, capable de comportements sauvages⁽²⁾.

Abwehr, Police secrète militaire, Gendarmerie militaire, des organismes qui ont laissé des traces sanglantes dans la paix ou dans la guerre, et qui sont restés en grande partie dans l'ombre, malgré des activités parfois de très grande importance, et dont les conséquences ont quelquefois atteint la notoriété publique. Leur origine se trouve sous des régimes « ordinaires », même s'ils n'étaient pas forcément démocratiques. Leur évolution démontre une fois de plus la nocivité de la pensée et de l'action fasciste du nazisme. Dommage qu'il soit toujours nécessaire d'en faire à nouveau la démonstration.

JEAN-LUC BELLANGER

- (1) Un article détaillé sur la Gestapo a été publié dans le *Patriote Résistant* de juin 2001.
- (2) On en trouve un autre exemple, bien connu, dans l'action de « policiers de réserve » originaires de Hambourg, envoyés sur le front russe dans le cadre des « Groupes d'intervention » de sinistre mémoire, et dont le comportement s'adapta à la cruauté inhumaine du reste de leur unité.

■ Robert Winter, *Die geheime Feldpolizei (La police secrète militaire)*, 144 pages, Editions Melchior, Wolfenbüttel, 2013 (non traduit).